

Sauver le service public postal (p. 3)

COMMUNISTES

Le budget du président des riches (p. 4)



Vidéo

Fabien Roussel
invité de Ruth Elkrief
sur LCI
mardi 26 octobre

Droite/gauche

La dernière enquête Harris montre l'accord massif des Français avec la proposition de Fabien Roussel de porter le SMIC à 1 800 € brut par mois. « Cette mesure est perçue très favorablement par l'ensemble de la population, note l'agence. Près de 8 Français sur 10 se déclarent favorables, et 4 Français sur 10 se disent même très favorables. » Tous les sympathisants de gauche sont pour cette mesure qui remporte aussi une adhésion majoritaire à droite. Pourtant, quand on demande si cette mesure est applicable, la gauche dit oui, la droite dit non. Qui donc a dit que les notions de droite et de gauche étaient dépassées ?

Gérard Streiff

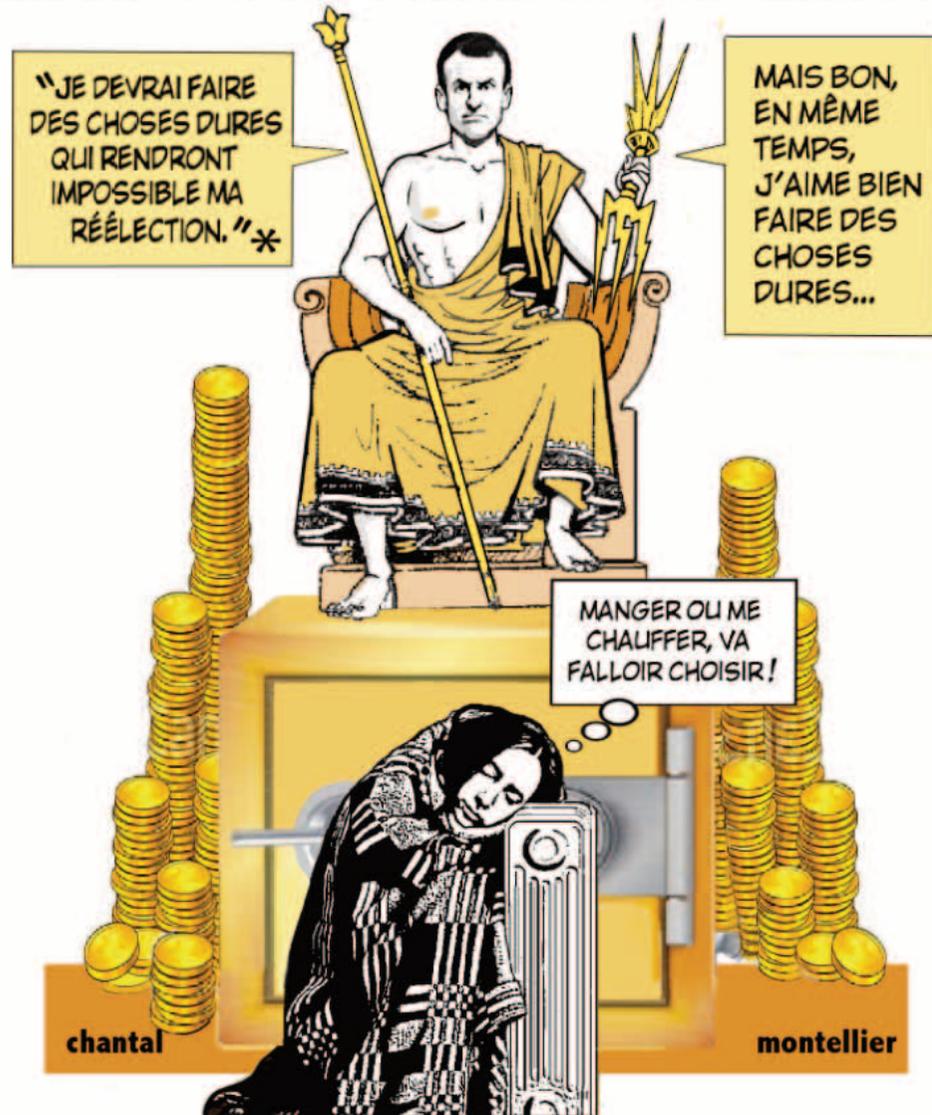
SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse: €

*"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Prix de l'essence, du gaz, du fuel, de l'électricité... = IMPOUVOIR D'ACHAT



* Déclaration d'Emmanuel Macron dans le Lot, le 03.06.2021

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

27 octobre : « Rencontre des jours heureux », déplacement de Fabien Roussel sur le thème de l'écologie, de l'énergie et de l'environnement à Rennes (35)

29 octobre : Manifestation nationale contre la privatisation du service public ferroviaire, Marseille (13)

31 octobre, à partir de 11 h 30 : Banquet du centenaire de la Dépêche de l'Aube, en présence de Fabien Roussel. Animation musicale par l'orchestre Entre Nous. Repas complet 20 €. Salle des fêtes de Saint-Julien-les-Villas (10)

2 novembre : Université populaire de l'Aube : « le complotisme », auditorium de Saint-Julien-les-Villas (10)

4 novembre, à partir de 18 h 30 : Conférence-débat « Comment réussir la transition écologique et répondre aux besoins humains ? », organisée par l'espace Marx 60, avec Gérard Le Puill, journaliste à *l'Humanité*. Lieu à confirmer, Beauvais (60)

8 novembre, à partir de 17 h : Présentation et découverte de l'exposition « 1920-2020, cent ans d'avenir, les combats des communistes Nivernais ». Salle Pablo Picasso, Espace Pierre Girard, Garchizy (58)

8 novembre, à partir de 18 h : Conférence-débat « En quoi le communisme est la réponse à la situation d'aujourd'hui ? », avec Jean Quétier, rédacteur en chef de *Cause commune*. Salle Pablo Picasso, Espace Pierre Girard, Garchizy (58)

10 novembre : « Rencontre des jours heureux », déplacement de Fabien Roussel sur le thème de la jeunesse à Poitiers (86)

13 novembre, à partir de 10 h : Fête populaire de la section PCF d'Hellemmes. Animations gratuites pour les enfants, débats sur « travail et exploitation » à 11 h, « Quelle police voulons-nous ? » à 13 h 30 et « Réindustrialiser l'Europe » à 15 h. Discours de Fabien Roussel à 17 h, puis dédicace de son livre. Espace des acacias, rue Roger Salengro, Hellemmes (59)

14 novembre, à partir de 11 h 30 : Banquet de soutien au journal *l'Humanité*. Repas (participation de 20 €) et débat « Les médias, la place de *l'Humanité*, l'extrême droitisation des médias ». Réservations par SMS au 06 78 25 72 06 ou par mail sur coubron.pcf@gmail.com. Salle de spectacle Jean Corlin, Coubron (93)

Du 16 au 19 novembre : Représentations de la pièce *Chemin de Fer*, à 20 h du mardi au jeudi, à 18 h 30 le vendredi. Tarif normal 12 €, tarif réduit 7 €. Salle

Jacques Fornier au théâtre Dijon Bourgogne, Dijon (21)

19 novembre à partir de 18 h : Projection du film de René Vautier *Châteaubriant, mémoire vivante*, dans le cadre de l'Huma Café, au Lieu Unique, Nantes (44)

20 & 21 novembre : Fête de l'Humanité Normandie, avec des concerts, des débats et des rencontres. 20 € les 2 jours. Parc des Expositions de Rouen (76)

21 novembre : Grande journée d'initiative nationale pour l'emploi, lieu exact à venir, Paris (75)

23 novembre : Université populaire de l'Aube : « l'hôpital public », auditorium de Saint-Julien-les-Villas (10)

24 novembre, à partir de 18 h : Conférence-débat sur la protection sociale organisée par la section PCF de la Dracénie et le Comité des jours heureux, en présence de Pierre Caillaud-Croizat et d'un membre de la commission Santé du PCF. Salle de conférence de la Maison des Sports et de la Jeunesse, Draguignan (83)

26 novembre, à partir de 19 h : Paella de la fraternité et tombola, inscription auprès de Jean Luc Rivière au 0610899197. Centre de loisirs de Montataire (60)

27 & 28 novembre : Fête de l'Humanité Bretagne. 17 € les 2 jours, 12 € la journée, au Parc des Expositions de Lorient Agglomération (56)

3 décembre : « Rencontre des jours heureux », déplacement de Fabien Roussel sur le thème de l'éducation et de la formation à Vénissieux (69)

3 décembre, à partir de 18 h 30 : Réunion publique pour les 100 ans du Parti et pour soutenir la campagne présidentielle organisée par la cellule de Pignan. Débat suivi d'un repas (participation de 10€), réservations au 0670521932 ou par mail pcf.pignan@orange.fr Salle Genieys, au Parc du château de Pignan (34)

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition Mémoires commune(s), Musée de l'Histoire vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, Montreuil (93). Infos sur <http://www.museehistoirevivante.fr>

Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition « Josep Bartoli, les couleurs de l'exil », sélection de plus de 150 œuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

FÊTE des Allobroges à Montmélan (73), les 23 & 24 octobre

RASSEMBLEMENTS contre les hausses de prix, devant les préfetures et sous-préfetures

COMMÉMORATIONS du 80^e anniversaire de l'exécution des 50 otages, à Nantes (44), le 22 octobre

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à [Léna Mons <Léna.Mons@pcf.fr>](mailto:Léna.Mons@pcf.fr)

Usagers, personnels et élus, mobilisons-nous pour sauver le service public postal

En 3 ans, en France, un tiers des bureaux avec guichets ont été fermés (de 8 414 à 5 300). Et le pire est devant nous : le nouveau plan stratégique prévoit d'en fermer la moitié d'ici à 2025.



Tout le monde est concerné. Les petites communes comme Mancieulles (1 880 hab., Meurthe-et-Moselle) qui luttent pour sauver leur unique bureau, ou les villes moyennes comme Rezé (40 000 hab., Loire-Atlantique) où les bureaux principaux sont menacés de fermeture qui entraînerait la saturation des autres.

C'est vrai aussi pour les grandes villes. À Paris (38 bureaux fermés en 5 ans), l'annonce de fermeture dans le 20^e du bureau Belgrand suscite une levée de bouclier des habitants (1 000 pétitionnaires en une semaine), des élus (à l'initiative des élus PCF, 3 vœux dans le 20^e et un au niveau parisien votés à l'unanimité) et des organisations syndicales. Un rassemblement a eu lieu en présence de Fabien Roussel ce jeudi 21 octobre et un collectif citoyen sera lancé le 27 octobre à l'initiative du PCF, de la CGT, de SUD PTT et de la Convergence services publics. Le 20^e a 8 bureaux de plein exercice pour 200 000 habitants. En fermer un, c'est comme supprimer les bureaux des Ullis ou de Biarritz !

Dans le Val-de-Marne, 15 communes ont connu au moins une fermeture de bureau depuis 2017 et quatre bureaux sont aujourd'hui menacés : Ivry-sur-Seine Plateau, Saint-Maur-des-Fossés La Pie, Villejuif Léo Lagrange et Vincennes Jarry. Des mobilisations régulières ont lieu depuis septembre. Elles s'amplifient et s'étendent au manque d'effectifs et à la baisse des horaires de 50 bureaux sur les 80 du département.

Les effectifs diminuent encore plus vite : de 2004 à 2020 La Poste a supprimé 55 100 emplois, alors qu'elle a été la première bénéficiaire du CICE. Désormais seuls quatre départs en retraite sur dix sont remplacés.

Or La Poste livre toujours 7,4 milliards de lettres et 2,4 milliards de colis. Ce n'est pas rien. Cela justifie un service public postal de qualité. De plus, La Poste réalisera en 2021 plus d'un milliard de bénéfices et percevra chaque année 500 millions en plus de l'État.

Pourquoi cette cure d'austérité contre le service public alors ?

D'un côté, le service public universel mis en place par le traité de Maastricht. Contrairement au service public, il se limite à quelques obligations (lettre de moins de 20 grammes, 90 % de la population à moins de 5 km et à moins de 20 minutes en voiture d'un « point de contact » de La Poste, etc.). Alors que l'entreprise publique était bâtie autour de ses missions de service public, celles-ci ne représentent plus qu'une branche coûteuse dont il faut se débarrasser.

De l'autre, la cure d'austérité qui n'en finit pas : les gouvernements successifs veulent rentabiliser les entreprises publiques pour compenser et augmenter les cadeaux à la finance et les poussent donc à être ultra-rentables. Il veut que La Poste (100 % publique) se transforme en une « bancassurance » comme une autre pour toucher plus de dividendes. D'où la baisse de qualité et de marchandisation des missions, d'où la perte de sens du métier subie par les postiers.

Cela est facilité par le dernier contrat triennal Poste-État-AMF qui n'accorde plus de pouvoir de décision au maire, hors des quartiers prioritaires de la ville et zone montagneuse, mais un simple « avis » consultatif.

Malgré tout, le rapport de force usagers-personnels-élus paie aussi bien dans les petites communes comme Castéra-Verduzan (1 000 hab.) qui a gardé son bureau ouvert le samedi, que dans les grande comme à Paris 20^e qui a vu La Poste Mortier sauvée et dans le Val-de-Marne où La Poste revient sur les diminutions d'horaires.

C'est à force de mobilisations citoyennes, de grèves et de rapports de force politiques que nous réussirons à faire entendre l'importance d'un accès à des services publics de qualité pour toutes et tous partout. L'heure est à la mobilisation pour défendre et développer nos services publics, notre bien commun, et les inscrire dans le débat de la présidentielle !

Michel Jallamion



À Maisons-Alfort, un rassemblement contre les réductions d'horaires d'ouverture du bureau de poste du quartier des Planètes

Le 9 octobre dernier, les communistes se sont rassemblés à l'initiative de la Convergence services publics 94 devant le bureau de poste du quartier des Planètes, menacé de voir ses horaires d'ouverture fortement réduits. Étaient également présents des militants politiques et syndicaux (Sud PTT) ainsi que des habitants du quartier.

En présence de Fanny Cercey, conseillère municipale PCF, les communistes ont rappelé leur attachement aux services publics de proximité (bureaux de poste, écoles, hôpitaux...), mis à mal par les lois du marché et les logiques de rentabilité et de profit.

Dernier budget du quinquennat

Le président des riches fidèle à ses valeurs

Le dernier budget du quinquennat porte, comme les précédents, la signature du président des riches. En 2022, la baisse des impôts se poursuivra, pour le plus grand profit des premiers de cordée : 5 milliards avec le dégrèvement de la taxe d'habitation pour les plus aisés, 3 milliards pour les grandes entreprises avec la baisse à 25 % du taux supérieur de l'impôt sur les sociétés.

Pour les plus jeunes, pour les plus fragiles, pour les retraités ? Toujours rien. Aucune mesure de justice fiscale ou de solidarité, en dépit d'une crise qui a aggravé les inégalités. Notre pays, l'un des plus riches du monde, recense désormais une personne sur cinq en situation de pauvreté, selon une étude de l'Insee, publiée le 1^{er} septembre 2021.

Le pouvoir d'achat des Français s'effondre, laminé par les hausses successives des prix de l'énergie, des produits alimentaires, des carburants, des mutuelles et de tant d'autres biens de première nécessité. Et pendant ce temps-là, les actionnaires du CAC 40 engrangent sans vergogne des milliards de dividendes, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes s'envole de 30 % en un an, tandis que le ruissellement tant promis fait figure de conte pour enfants, comme vient de le démontrer le récent rapport de France Stratégie.

Voilà le bilan accablant d'une politique budgétaire entièrement dédiée aux nantis et aux multinationales. D'un côté, la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, de l'« exit tax », la mise en place de la « flat tax », c'est-à-dire le plafonnement des impôts sur les revenus du capital, soit au moins 4 milliards d'euros de cadeaux annuels. De l'autre, la baisse de 5 euros des APL, la hausse de la CSG pour les retraités, le refus de l'extension du RSA pour les jeunes, la réforme de l'assurance-chômage...

Mais au-delà de la diminution des impôts pour les plus riches, la véritable obsession de ce gouvernement est de réduire la place de l'État dans l'économie. Pour parvenir à ses fins, il le prive méthodiquement de ses moyens. En cinq ans, ce ne sont pas moins de 50 milliards d'euros qui auront manqué chaque année au budget.

Conjuguée au chantage sur la dette publique, cette perte inten-

tionnelle de recettes fiscales ouvre grand la voie à une baisse drastique des dépenses sociales, présentée comme inévitable. Rien de plus facile, dans un système soi-disant déficitaire, que de faire passer de véritables régressions sociales, comme la réforme des retraites, heureusement avortée ou celle, hélas mise en œuvre, de l'assurance-chômage.

Dans ce contexte, inutile d'espérer des mesures à la hauteur des enjeux, pour assurer la transition écologique, redonner des moyens à notre système de santé, un nouveau souffle au logement, une ambition élevée pour l'éducation de nos enfants.

Des marges budgétaires conséquentes sont pourtant à portée de main pour construire un autre modèle de société. Le scandale des

Pandora Papers, avec ses 11 300 milliards d'euros détournés dans les paradis fiscaux, soit un peu moins que le PIB de l'Union européenne, souligne l'ampleur du vol commis au détriment des États. Nous, communistes, portons une autre vision de la société, plus équilibrée, où chacun participe et paie sa juste part d'impôt, avec une progressivité réaffirmée, une imposition du capital et les moyens pour lutter contre la fraude fiscale. C'est cela que nous proposerons lors des prochains mois. ✪

Fabien Roussel,

député du Nord

candidat à la Présidence de la République

Paris, le 20 octobre 2021

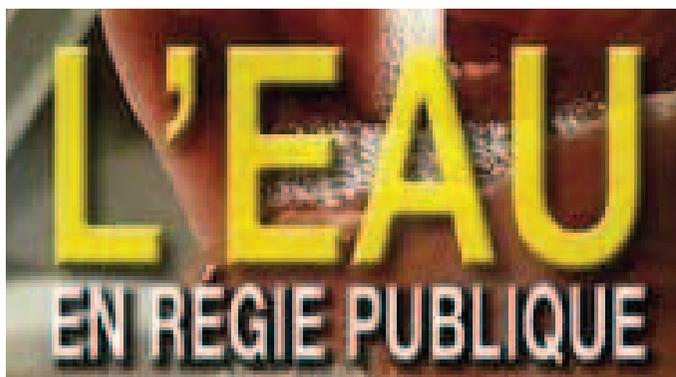


"La politique du Président des riches produit ses effets. Son bilan est inégalé pour les plus riches, pour la finance et le capital : la fortune des 500 familles plus riches est passée de 570 milliards en 2017, année de son élection, à 1000 milliards aujourd'hui"

FABIEN ROUSSEL

Gestion de l'eau potable

Les communistes du Val-de-Marne et d'Île-de-France mobilisés face aux géants Suez et Veolia
Alors que le prix du gaz, de l'essence et de l'électricité explose, en petite couronne parisienne la sentence est tombée, il faudra y ajouter *a minima* 50 € d'augmentation du prix de l'eau par foyer. Pour mieux faire passer la pilule, la droite qui a décidé cette augmentation dans son syndicat, le SEDIF se paie depuis plusieurs semaines une grosse campagne de com sur l'eau « pure » qu'elle promet aux usagers·ères.



Cette augmentation permettrait la mise en place d'une filtration « haute performance » requérant des investissements colossaux se répercutant sur les factures. L'Osmose inverse basse pression (OIBP), voilà le nom de cette nouvelle technique dont l'appellation barbare mettrait presque en garde contre la réalité cruelle qu'elle cache. Normalement utilisée pour dessaler l'eau de mer, l'OIBP est un non-sens environnemental en Île-de-France. Alors que tout doit nous pousser au développement d'un modèle de sobriété énergétique, elle nécessite 3 fois plus d'énergie électrique et 15 % d'eau en plus pour produire une quantité similaire aux techniques existantes. Et elle rejettera une eau plus polluée dans les milieux naturels. Sur une petite usine de potabilisation, c'est l'équivalent de deux piscines olympiques qui seraient ainsi polluées, rejetées dans la Seine et les nappes phréatiques. Cette technique anti-environnementale, antisociale, consternante n'a pas sa place en banlieue !

Contrôle public de la ressource pour maîtriser les prix et politique de protection de l'eau sur tout son cycle : voilà ce que clament depuis plusieurs mois de nombreux élu·e·s. Face à cette situation, 9 villes de gauche dans le Val-de-Marne ont décidé de dire stop, d'ouvrir un passage et de créer une régie publique de l'eau

après avoir consulté la population de leurs villes. Une votation citoyenne en septembre vient de valider cette sortie suite à une grande campagne d'éducation populaire. Les communistes prennent une place centrale dans cet élan vertueux. Parmi eux, Michel Lepretre, Le président du Territoire Grand Orly Seine Bièvre (710 000 hab.), Philippe Bouyssou, maire d'Ivry-sur-Seine, Stéphanie Daumin, maire de Chevilly-Larue, Patricia Tordjman, maire de Gentilly, et Pierre Bell-Lloch, maire de Vitry-sur-Seine. Elles et ils ont déjà rassemblé 9 communes importantes du GOSB. Reconnaissance de ce travail d'union, l'élection de Fatah Aggoune (app. PCF), premier adjoint à la maire de Gentilly comme président de la nouvelle Régie des Eaux de la Seine et de la Bièvre.

Le projet de régie porté par ces villes est clair : distribution d'économiseurs d'eau aux familles en difficulté pour alléger les factures, accompagnement des agriculteurs en proximité des points de captage pour éliminer les pesticides, et réappropriation populaire de ce bien commun de l'humanité.

Face à cette mobilisation, les grands groupes et les libéraux voudraient faire croire que les 9 maires engagé·e·s seraient seul·e·s. Ils oublient les militant·e·s du PCF qui les accompagnent, les milliers de citoyen·ne·s et les associations engagé·e·s pour l'avenir de cette ressource partout en France.

Force aussi est de constater qu'un mensonge répété ne devient pas une vérité puisqu'en Seine-Saint Denis, l'EPT Est-Ensemble, emmené par Patricia Bessac, maire de Montreuil, est engagé dans un processus similaire. À Paris, la gestion publique de l'eau fête aujourd'hui ses 10 ans et dessert quotidiennement 3 millions d'habitant·e·s. Dans l'Essonne, Philippe Rio, fer de lance de la bataille pour l'eau publique en Île-de-France, fédère des maires de toute tendance politique confondues pour reprendre des mains de Suez, en gestion publique, l'un des plus gros réseaux d'eau de France.

Tous ces acteurs publics de l'eau potable sont en train d'agrèger de hautes compétences techniques, travaillent ensemble et font trembler les grands groupes que sont Veolia et Suez dans leur monopole imposé depuis trop longtemps. Par petit bout, c'est une bataille dans toute l'Île-

de-France qui est train de s'ouvrir : une lutte pour une véritable justice sociale et climatique. Elle s'inscrit dans les longs combats menés pour l'eau, contre la voracité capitaliste dans l'UE comme en Irlande, en Espagne, en Grèce, au Portugal, dans le Land de Berlin récemment... Pour que le Service public coule de source, à quelques jours de la COP26 à Glasgow, rappelons-le, l'eau, c'est une histoire commune, c'est la transparence !

Grégory Géminel, membre du CN, animateur de la com Écologie PCF94
 Avec **Léo Rémyot** et **Estelle Lesseyne**, com Écologie PCF94

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse:..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM :..... PRÉNOM :.....

ADRESSE :.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

À Lille, les communistes demandent un plan d'urgence pour le pouvoir d'achat

Comme ils l'ont fait précédemment au Havre, à Cherbourg, à Nevers et à Clermont-Ferrand, les communistes ont organisé un rassemblement à Lille, devant la préfecture ce lundi 25 octobre, pour protester contre la vie chère et demander à l'État de prendre des mesures fortes.

Élus départementaux du Nord et du Pas-de-Calais, sénateurs et députés des deux départements, maires venus des quatre coins de la région, responsables de sections et militants communistes, sympathisants, etc., ils étaient nombreux à répondre à l'appel du candidat à l'élection présidentielle Fabien Roussel. Ce dernier a expliqué vouloir porter ainsi « la parole populaire qui nous remonte tous les jours ».

La baisse du pouvoir d'achat des Français est confrontée à la hausse des tarifs de l'électricité, du gaz, de l'essence, mais aussi des légumes et de tous les produits de première nécessité. Cela vaut même pour le papier toilette impacté par la hausse du prix du papier. « Voilà des semaines que nous alertons le gouvernement et que nous demandons des mesures fortes [contre la hausse des prix], une augmentation des salaires et des pensions de retraites », répète Fabien Roussel. Il redit sa proposition d'un Smic à 1 800 euros brut, mais insiste aussi sur une revalorisation de l'ensemble des salaires modestes.

Mais pour les communistes, les mesures que devraient prendre l'État ne s'arrêtent pas là. « Il importe de baisser les taxes sur les produits de première nécessité, insiste-t-il en prenant l'exemple de l'électricité dont le coût pour l'utilisateur pourrait ainsi diminuer de 30 %. » Il cite également la TVA et la TIPP sur les produits pétroliers (61 %) et demande une baisse immédiate de 50 centimes sur le prix des carburants. Il faut aussi que l'État prenne des « mesures alternatives à long terme comme la gratuité des transports ainsi que l'agglomération a su la mettre en œuvre. »

Ce n'est pas en misant sur une aide de 3 000 à 5 000 euros pour l'achat d'un véhicule électrique d'un coût de 40 000 à 50 000 euros que l'on va aider les classes populaires à rouler propre, rappelle-t-il encore. Face à la préfecture de région devant laquelle les élus communistes ont pris la parole, l'image d'un gigantesque chèque « en bois », portant la signature d'Emmanuel Macron, avait été brandie. Sa valeur : 6 866 300 000 euros (6,8 milliards), soit la somme que doit l'État aux seuls départements du Nord et du Pas-de-Calais pour assurer les transferts de com-



pétences depuis 2010. « À côté de ce chiffre, 100 euros accordés par l'État au ménages modestes, c'est toujours ça de pris, mais le compte n'y est pas ! »

Il n'empêche, à l'arrivée de l'hiver, le coût de la vie pèse de plus en plus lourd. Le maire d'Avion (Pas-de-Calais), Jean-Marc Tellier a pris un arrêté pour interdire les coupures de courant pour des factures impayées. Trois jours plus tard, un jeune couple avec six enfants était privé d'électricité. Le CCAS lui a porté secours et le maire s'est heurté aux plateformes téléphoniques d'Engie. Peu après, le scénario s'est reproduit pour une dette de 50 euros due par un septuagénaire à la société ENI. A Somain, dans le Nord, le maire Julien Quenesson a lui aussi pris un arrêté pour empêcher les coupures et pour geler le prix du gaz et de l'électricité. « J'ai vérifié, assure-t-il. Il y a jurisprudence depuis un jugement du tribunal administratif de Melun, en 2005. Les opérateurs doivent respecter les arrêtés municipaux. » Semble-t-il, selon l'exemple d'Avion, ils n'en ont cure et se dépêchent de couper l'énergie avant le début de la trêve hivernale.

De son côté, la sénatrice Cathy Apourceau-Poly a souligné les conséquences du prix de l'énergie pour les entreprises en général et pour celles, en particulier, qui se redressent. 20 millions d'euros pour le verrier Arc international, à Arques (Pas-de-Calais). Et de manière plus générale encore, les plus riches et les multinationales continuent à bénéficier de cadeaux fiscaux.

Lundi à Lille, les élus qui entouraient Fabien Roussel attendaient d'être reçus par le préfet. Une lettre lui avait été adressée à cet effet le 13 octobre. En fait de réception, ils n'ont trouvé qu'un barrage policier. ❖

Philippe Allienne

**Carburant, gaz, électricité
Il faut annuler
l'augmentation des prix !**



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourrière, Léa Mons.
RÉDACTION : Gérard Streiff RELECTURE : Jacqueline Lamothe
Mél : communistes@pcf.fr
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Les jeunes n'ont pas besoin de "contrat d'engagement", mais d'un emploi

Le gouvernement fait miroiter un revenu d'engagement ou un contrat d'engagement pour les 500 000 jeunes les plus précaires. Le chiffre de 500 millions d'euros d'enveloppe a fuité dans la presse. Elle contiendrait des recrutements de conseillers dans les missions locales et une allocation inférieure à 500 euros par mois.

Rappelons que 1,6 million de jeunes se trouvent sans emploi et sans formation.

Les jeunes ont besoin d'un emploi ou d'une formation, et non d'un contrat spécifique qui les sort du droit commun. Services civiques, stages, travail dissimulé : tout est bon pour faire des économies sur le dos des jeunes.

Nous ne sommes pas une main-d'œuvre corvéable à qui l'on peut demander de faire des travaux d'intérêt général en échange de quelques centaines d'euros, comme semble le croire le Premier ministre.

Le gouvernement répand la fausse idée que le chômage des jeunes est dû à un manque d'autonomie sur le marché de l'emploi. En même temps, il aide financièrement les entreprises à recourir à l'emploi précaire. En même temps, il supprime des postes dans le secteur public et laisse les grands groupes fermer les usines.

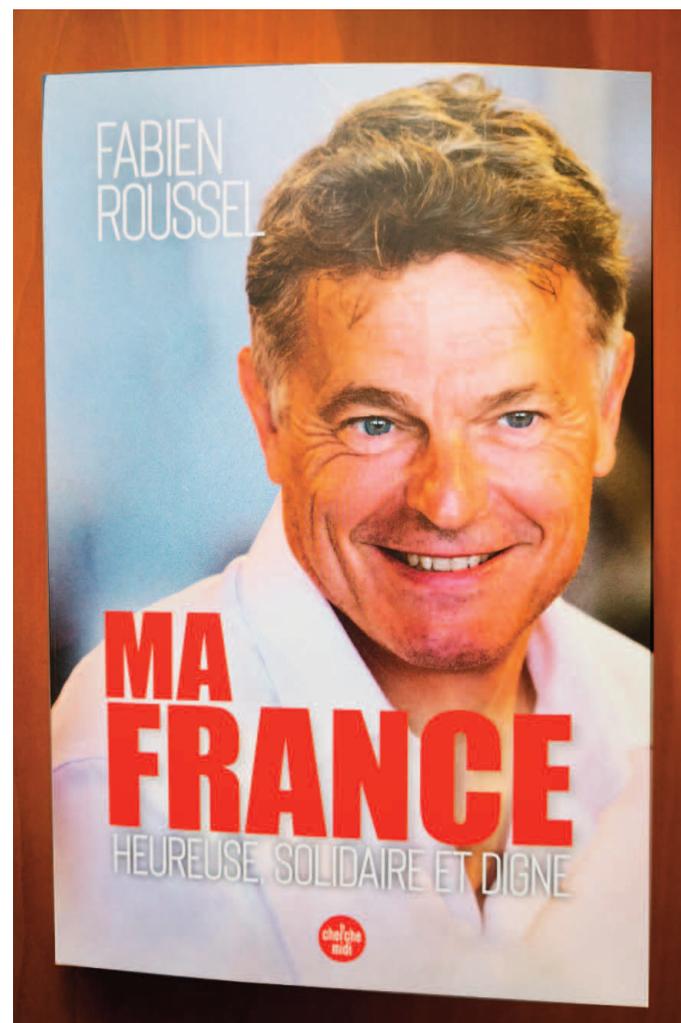


Le gouvernement vient créer un nouveau sas de précarité avant l'entrée dans la vie active. La précarité n'est pas un métier. Ce n'est pas d'un contrat spécifique à la jeunesse que nous voulons mais des emplois correctement rémunérés, qui ont un sens et qui nous permettent de vivre dignement afin d'entrer sereinement dans la vie active.

Les jeunes ne sont pas le problème, mais la solution. Pour satisfaire les besoins du pays en matière de services publics et de réindustrialisation, le MJCF revendique :

- Supprimer les contrats précaires (CDD, intérim) qui exposent les jeunes à un risque de chômage fort.
- Recruter des jeunes massivement dans les services publics et au statut (éducation, santé, énergie, ferroviaire...) pour mettre fin à l'emploi précaire dans le public et répondre au manque criant de personnels.
- Réindustrialiser le pays, en nationalisant les secteurs stratégiques et en redonnant le pouvoir de création d'emplois aux salarié-e-s et à leurs organisations. ✪

Vient de paraître



Lancement du nouveau Parti des Peuples Africains

Une délégation du PCF, composée du député Jean-Paul Lecoq, Félix Atchadé et Christof Sandlar pour le collectif Afrique, a participé au congrès constitutif du Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI). Celui-ci est issu du Front Populaire Ivoirien (FPI) et a réussi à agglomérer d'autres forces en son sein.

1 600 délégués ont participé aux travaux. L'afflux des militants et sympathisants a été tel qu'au bas mot 6 000 personnes auront finalement été présentes autour de cet événement. En amont, près de 90 000 personnes ont contribué aux échanges et à la préparation de ce nouveau parti. Ce sont autant d'adhérents potentiels.

Le congrès fut un moment à la fois politique, populaire et festif. Dans un souci d'en faire un levier de la réconciliation nationale, la parole a été laissée à d'autres partis ivoiriens dont le parti de droite au pouvoir (RHDP), malgré le fait que de nombreux prisonniers d'opinion croupissent encore dans les geôles et que persistent de nombreuses atteintes aux libertés.

Le PPA-CI se définit comme un parti de gauche partisan du socialisme démocratique. Il se préoccupe de l'exercice réel de la souveraineté et a une visée panafricaine comme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec le Rassemblement démocratique africain (RDA) allié un temps au PCF. De nombreuses délégations africaines étaient d'ailleurs présentes. L'intervention de Jean-Paul Lecoq, porteur d'un message en faveur des libertés, du progrès social, des souverainetés des

peuples africains, d'une réforme de la justice internationale, fut très appréciée et applaudie par des milliers de participants. Il a transmis les salutations de Fabien Roussel et évoqué la nécessaire libération des prisonniers politiques et l'opposition des parlementaires communistes à la pseudo-réforme du franc CFA/ECO. La délégation du PCF s'est entretenue avec de nombreux dirigeants du nouveau parti. Parmi eux, on peut citer Assoa Adou, Ahoua Don Mello, Justin Koné Katinan et Koua Justin. Elle a également rencontré une très importante délégation de députés de gauche du groupe EDS.

“Un moment historique pour la gauche ivoirienne et panafricaine”

autonomes de Côte d'Ivoire (FESACI), les animateurs des Indignés de Côte d'Ivoire, les personnalités de la société civile rencontrées à Abidjan ont tous témoigné de la difficulté de l'action syndicale et citoyenne. Les questions environnementales, le non-respect des règles nationales et internationales en matière de droit social et les luttes en faveur de l'égalité femmes-hommes ont été évoqués. Ces personnalités se sont également toutes déclarées préoc-

Durant cette rencontre il y a eu un échange sur les pratiques des groupes parlementaires respectifs et l'établissement de relations de travail. Les dirigeants de la Fédération des syndicats



cupées par les dérives liberticides, les problèmes de corruption, ainsi que les immixtions des États étrangers et des grands groupes privés. Le troisième mandat inconstitutionnel de l'actuel président leur apparaît particulièrement préjudiciable à l'établissement d'un État de droit et une société apaisée.

Quant au président du PPA-CI, Laurent Gbagbo, il a chaleureusement remercié le PCF pour ses actions permanentes de solidarité avec les peuples africains, dont le peuple ivoirien. Il a exposé l'urgence de développer l'unité africaine en vue de peser sur le cours des choses et d'être en capacité de mener des politiques de progrès social et économique débarrassées de tutelles économiques, monétaires et militaires. ✪

Collectif Afrique